

CE N'EST NI AU GOUVERNEMENT, NI AU CONSEIL CONSTITUTIONNEL DE DÉCIDER DE NOS VIES !



Les manifestations du 6 avril ont encore rassemblé 2 millions de personnes. C'est certes moins que lors de la plupart des précédentes journées de mobilisation, mais cela montre que la lutte continue !

Rencontrer Borne... Ou généraliser la lutte ?

La veille, l'intersyndicale s'était rendue à Matignon, pour en ressortir après une heure de réunion, car Borne refusait de discuter de la réforme des retraites. Quelle surprise ! Pourquoi donc se rendre à une réunion dont il était indiqué qu'elle ne porterait pas sur le sujet qui nous préoccupe ? Il n'y a pourtant absolument rien à négocier : nous voulons le retrait pur et simple. Aucune discussion n'a lieu d'être auparavant !

Le pouvoir est toujours plus faible : même la justice, via le tribunal administratif de Rouen, a décidé le 6 avril de suspendre les réquisitions de grévistes à la raffinerie TotalEnergies de Gonfreville-l'Orcher (Seine-Maritime). Ce jugement pourrait bien servir à annuler des réquisitions de grévistes dans d'autres usines ou dans le ramassage et le traitement des déchets. La semaine précédente, le tribunal administratif de Paris avait annulé des interdictions de manifestations dans la capitale.

La répression brutale et tous azimuts du gouvernement montre qu'il panique. Il sait bien que la pénurie de carburant est toujours une menace sérieuse, avec de nouveaux blocages toujours déterminés qui apparaissent dans les raffineries et dépôts. Il sait bien que la grève des éboueurs pourrait reprendre à Paris. Il sait bien que des équipes de salariés, des assemblées générales interprofessionnelles locales ou départementales, reconduisent toujours la grève et mènent des actions sur tout le territoire. Il sait bien que la majorité de la population soutient toujours le mouvement, et

souhaite même qu'il se durcisse pour gagner !

Ce n'est pas le moment de relâcher la pression !

Les directions syndicales feraient mieux de s'appuyer sur cette disponibilité à la lutte, au lieu d'espacer les journées de grève sans appeler à la reconduire entre ces dates. La conséquence de cette politique, menée depuis le 19 janvier, pourrait logiquement être l'essoufflement et la perte de confiance dans notre possibilité de décrocher la victoire. Cela rend d'autant plus notable le fait que la lutte se maintienne.

C'est aux grévistes, dans leurs assemblées générales, en se coordonnant, en continuant à se soutenir mutuellement et à s'adresser à tout le monde du travail, d'établir un plan de bataille gagnant, de décider des échéances et initiatives du mouvement, en poursuivant la grève tant qu'il le faudra.

La prochaine journée nationale de grève et de manifestation aura lieu jeudi 13. Il faut en faire un nouveau succès massif. Le lendemain, vendredi 14, le Conseil constitutionnel rendra son avis sur la validité de la loi et des modalités de son passage au parlement. Nous n'avons pas la moindre illusion à avoir sur cette institution non élue, composée de vieux politicards retraités, comme Laurent Fabius et Alain Juppé. Mais puisque c'est entre leurs mains que se trouve maintenant l'avenir de nos retraites, il sera nécessaire d'être de nouveau en grève et de manifester ce vendredi pour exiger encore une fois le retrait de la loi dans son ensemble.

Laurent Berger, le dirigeant de la CFDT, a annoncé le 7 avril sur BFM qu'il ne « remettra pas en cause la légitimité du Conseil constitutionnel ». Mais bien sûr que nos vies valent plus que la constitution de la Ve République !

Si le Conseil valide la loi, notre mouvement continuera !



GRÈVE CONTRE UN LICENCIEMENT ISLAMOPHOBIE À LA POSTE DE NANTERRE

Une postière intérimaire qui travaillait à La Poste de Nanterre depuis octobre, et qui était affectée sur une tournée particulièrement difficile, donnait entière satisfaction. Oui mais voilà : elle portait un voile, par ailleurs dissimulé sous un bonnet. Après plusieurs mois de service, la direction a profité de son statut précaire pour ne pas renouveler son contrat. Apprenant la nouvelle lundi 3 avril, une majorité de factrices et facteurs ont fait grève pendant deux jours pour exiger sa réintégration et son embauche en CDI. Une preuve que le monde du travail peut réagir face aux abus racistes et discriminatoire avec ses propres armes : la solidarité et la grève !

FAC DE NANTERRE : LES ÉTUDIANTS ET ÉTUDIANTES DÉFENDENT LEUR DROIT DE GRÈVE !

Alors que des dizaines de milliers de jeunes se mobilisent contre la réforme des retraites, les universités tentent d'étouffer la grève des étudiants et étudiantes. Après le passage en distanciel des cours s'ajoute la pression des examens sur les grévistes ! Tenir des cours et des examens pendant des journées de mobilisation, c'est empêcher les jeunes de faire grève et de libérer du temps pour construire la lutte. À Nanterre, les étudiants et étudiantes ont notamment obtenu que la commission de la formation et de la vie universitaire (CFVU, l'une des instances centrales de l'université), demande aux enseignants et enseignantes de ne pas contrôler l'assiduité, ni d'organiser d'évaluation ou d'examen les jours de mobilisation nationale.

La jeunesse peut jouer un rôle clé dans la victoire : organisons-nous maintenant pour faire respecter le droit de grève de toutes et tous !

NOUVELLE ÉCOLE MORTE À GENNEVILLIERS LE VENDREDI 14 AVRIL !

Le 23 mars, les écoles, les collèges et le lycée de Gennevilliers ont été fermés ou ont marché au ralenti, à l'occasion d'une opération « école morte ». Cette mobilisation des parents et personnels, soutenus par la mairie et les syndicats, vise à empêcher les onze fermetures de classes dans les écoles et la suppression de 170 heures dans

les établissements scolaires pour la rentrée prochaine : une dégradation terrible pour les personnels comme pour les élèves issus des quartiers populaires !

Une délégation de Gennevilliers a été reçue par le directeur académique des services de l'Éducation nationale des Hauts-de-Seine, Frédéric Fulgence, qui n'a fait aucune proposition concrète. Il affirme qu'il ne dispose pas d'assez de moyens pour répondre aux besoins de tout le monde.

Et voilà que le ministre de l'Éducation, Pap Ndiaye, a annoncé cette semaine qu'il comptait supprimer de nouveau 1500 postes d'enseignement dans tout le pays pour l'année prochaine !

Le collectif de Gennevilliers a obtenu une audience au ministère pour le vendredi 14 avril. Ce jour-là, les personnels de l'éducation et les parents d'élèves se rassembleront de nouveau sur le parvis de la mairie de Gennevilliers à midi. Une manifestation partira ensuite au métro pour accompagner la délégation à Paris !

DARMANIN TOUJOURS PLUS À L'EXTRÊME DROITE !

Face aux critiques portant sur la gestion des manifestations, Darmanin a annoncé la semaine dernière la mise en place d'une cellule « anti-ZAD ». Il affirme ainsi : « plus aucune ZAD ne s'installera dans notre pays. Ni à Sainte-Soline ni ailleurs. » Le ministre de l'Intérieur est un fervent chien de garde du capitalisme. Pour lui, tous les moyens sont bons pour s'assurer que les profits continuent !

Et le « premier flic » de France ne s'arrête pas là : en audition devant le Sénat, il a même menacé de couper les subventions que touche la Ligue des droits de l'Homme (LDH), car elle a le malheur de dénoncer les violences policières ! Dommage pour lui, en vingt-quatre heures la LDH a récolté environ 30 000 euros de dons, soit 10 % de ce qu'elle reçoit annuellement !

Cette solidarité est la preuve que la politique répressive et dégueulasse du gouvernement est massivement rejetée.

Alors continuons à nous battre, pour nos retraites et pour la planète, et envoyons Darmanin et sa clique à la poubelle !